

CIRDIS

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société**

UQÀM



L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DE LA TURQUIE EN AFRIQUE

Aïssata Athie

www.cirdis.uqam.ca

LES CAHIERS DU CIRDIS
COLLABORATION SPÉCIALE
No 2014-04

L'aide publique au développement de la Turquie en Afrique

**Les Cahiers du CIRDIS – Collaboration spéciale
No 2014-04**

Aïssata Athie

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL-8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux du CIRDIS ou de son comité scientifique.

■ Aïssata **ATHIE**

Actuellement étudiante en deuxième année à la maîtrise en droit international et politique internationale à l'UQAM, Aïssata Athie possède également un baccalauréat en droit obtenu en France (LL.B). Ses domaines d'intérêts portent principalement sur le droit international pénal, les droits de l'homme de manière générale, et sur le développement des pays du Sud.

Les Cahiers du CIRDIS
Collaboration spéciale — no 2014-04

L'aide publique au développement de la Turquie en Afrique

Aïssata Athie

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société

Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada
H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca

I. INTRODUCTION

En 2005, la Turquie déclara l'année comme étant « l'année de l'Afrique »¹, et trois années plus tard s'est tenu à Istanbul le premier sommet de coopération Turquie-Afrique, auquel quarante-neuf États africains participèrent². Ces deux événements démontrent la volonté des autorités turques d'orienter la politique étrangère turque vers l'Afrique subsaharienne. Ceci pourrait paraître peu surprenant étant donné le fait que la Turquie a étendu son influence géopolitique ces dix dernières années en participant à diverses entités multilatérales, tel qu'au Conseil de sécurité des Nations Unies³. Cependant, l'orientation envers l'Afrique subsaharienne est récente, et suscite des interrogations. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP (Parti pour la justice et le développement) en 2002, la Turquie semble porter une attention particulière envers l'Afrique. Pourquoi cet intérêt presque soudain? En étudiant l'historique de la politique étrangère turque sur la période après-guerre, il apparaît que l'Afrique subsaharienne ne figurait pas parmi les intérêts prioritaires de la Turquie. Les relations se développaient plutôt avec le Maghreb, en raison de ressemblances culturelles, historiques et religieuses, certains évoquaient même des « relations de privilège⁴ » entre la Turquie et les pays du Maghreb.

Ces dernières années marquent pourtant la volonté du gouvernement turc de créer une nouvelle image de l'Afrique au sein de la société turque : une image d'un continent unifié. Ainsi, aucun traitement de faveur ne devrait être accordé à l'Afrique du Nord, et une transformation de l'image négative associée à l'Afrique subsaharienne, comme étant un espace sans espoir, voué à la pauvreté et à la famine, est faite⁵.

Afin d'étudier ce changement de cap, et l'intérêt que porte la Turquie pour l'Afrique, il est nécessaire de mentionner brièvement les caractéristiques de ce pays. La Turquie, située au chevauchement entre le continent européen et asiatique, est considérée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme un pays nouvellement industrialisé avec des secteurs prospères tels que l'agriculture, l'industrie du textile et le secteur touristique⁶. Affichant un taux de croissance record de 9,2 % en 2010, la Turquie se place comme 15^e puissance économique mondiale en 2010⁷. La Turquie entre donc dans la catégorie des pays ayant une croissance en plein essor qui tente de se faire une place au niveau politique sur la scène internationale. Ainsi, la Turquie prône une certaine ouverture; elle est membre de l'OTAN⁸, de l'OCDE⁹, et du Conseil de l'Europe¹⁰. Elle est également officiellement candidate à l'Union européenne depuis 1999¹¹. Il s'agit donc d'un acteur important sur la scène internationale.

1 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», Turkish Policy Quarterly, Vol. 9 number 4, 2010,13pp. p.94

2 *Idem*

3 Bekmen Filiz, «New Opportunities for Cooperation in Designing and Delivering International Aid», The German Marshall Fund, p.1

4 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.97

5 *Idem*

6 «L'économie turque: forces et faiblesses», La documentation Française, mars-avril 2005, en ligne: <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-turquie/economie-turque.shtml>>

7 OCDE, «Profils statistiques par pays:Turquie»: <http://www.oecd-ilibrary.org/economics/profil-statistique-par-pays-turquie_2075227x-table-tur>

8 «Pays membres de l'OTAN»: <http://www.nato.int/cps/fr/natolive/nato_countries.htm>

9 «Membres et partenaires»: <<http://www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires/>>

Cette émergence se remarque également sur le plan des échanges : en 2003, le volume des échanges turcs avec l'Afrique s'élevaient à 5,4 milliards de dollars alors qu'en 2008 ce volume excédait les 16 milliards de dollars¹². De plus, entre 2005 et 2010, la Turquie a versé plus de 7,5 millions de dollars¹³ à certains pays d'Afrique dans un contexte économique qui se caractérisait pourtant par une baisse de l'aide au développement des pays développés en raison de la crise économique de 2007. L'ensemble de ces chiffres prouvent l'engouement de la Turquie envers l'Afrique.

Les années récentes ont ainsi vu une véritable ouverture s'opérer de la part de la Turquie envers l'Afrique notamment en matière d'aide au développement. Il est donc pertinent de poser les questions suivantes : dans quelle mesure peut-on expliquer cette orientation turque? Qu'est-ce qui explique l'intérêt presque soudain de la Turquie pour le continent africain, et notamment pour l'Afrique subsaharienne?

Pour répondre à cette problématique, ce travail se divisera en deux parties; dans un premier temps, l'investissement turc en Afrique sera étudié (I), puis dans un deuxième temps, les motifs pouvant expliquer les intérêts turcs en Afrique seront analysés (II).

II. L'investissement turc en Afrique

Durant cette dernière décennie, la Turquie a multiplié les investissements en Afrique subsaharienne, ce qui constitue un bouleversement dans la lignée des politiques suivies auparavant (1). Il est intéressant d'étudier le rôle des agences de développement dans ce changement (2).

1. Historique des relations entre les deux acteurs

Historiquement, la Turquie a toujours entretenu des relations solides avec l'Afrique du Nord, notamment les pays du Maghreb. Ces liens remontent au XVe et XVIe siècle, à l'époque de l'empire Ottoman. En effet, les pays d'Afrique du Nord faisaient partie de cet empire, et dans la société turque on considère que ces pays font partie du Moyen-Orient, espace auquel les Turcs s'identifient et se sentent proches¹⁴. Un autre élément qui rapproche ces pays de la Turquie est leur identité religieuse; en effet, les pays d'Afrique du Nord sont majoritairement musulmans tout comme la Turquie dont 99 % de la population est de confession musulmane¹⁵. Il y a donc une identité culturelle et religieuse similaire qui rapproche ces pays, et explique leur liens forts. Par exemple, en septembre 2013, la Turquie (à travers son agence de la coopération et de la

10 Conseil de l'Europe: <<http://www.coe.int/web/portal/turkey>>

11 «Turquie, Statut du pays en vue de l'adhésion», Commission européenne, 11 juin 2013, en ligne: <http://ec.europa.eu/enlargement/countries/detailed-country-information/turkey/index_fr.htm>

12 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.101

13 Idem à la p., p. 99

14 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.95

15 «Présentation de la Turquie», France Diplomatie, <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/turquie/presentation-de-la-turquie/>>

coordination et son ministère de l'habitat et de l'urbanisme) a exprimé sa volonté de participer à la réhabilitation de la mosquée Ketchaoua, située à Alger en Algérie¹⁶. Cette participation se ferait sans contrepartie selon la délégation turque présente en Algérie, mais uniquement dans un but de consolidation des bonnes relations entre les deux pays¹⁷. Le fait que le bien culturel en question soit une mosquée peut également expliquer l'implication de la Turquie pour des motifs religieux. Les rapprochements entre la Turquie et les pays d'Afrique du Nord ne sont donc pas récents et sont basés sur une histoire commune, ainsi que des valeurs religieuses semblables.

Au contraire, les relations de la Turquie avec l'Afrique subsaharienne ont connu un essor que récemment, durant ces dernières années. En effet, l'image de cette zone de l'Afrique n'était pas positive en Turquie. Cette zone était représentée comme étant une terre de famine, de pauvreté, et de guerres civiles incessantes¹⁸. L'Afrique subsaharienne ne constituait pas un partenaire économique intéressant et aucun pays ne présentait des traits potentiels de développement économique intéressants.

Au niveau politique, le début du XXe siècle est marqué par le colonialisme et les grandes puissances européennes qui ont la main mise sur leurs colonies d'Afrique subsaharienne. Ainsi, les relations avec la Turquie seront quasi-inexistantes dans cette partie de l'Afrique. De plus, cette partie de l'Afrique est vue comme étant une terre lointaine, contrairement à l'Afrique du Nord¹⁹.

Les relations politiques entre la Turquie et l'Afrique subsaharienne vont néanmoins connaître un développement pendant la période de décolonisation. Durant cette période, la Turquie va reconnaître tous les pays nouvellement indépendants et mettre en place des relations diplomatiques avec ces pays. C'est ainsi que le premier consulat turc fût ouvert dans l'ancienne capitale du Nigéria, Lagos en 1956²⁰.

Malgré ces reconnaissances d'État, les relations de la Turquie avec l'Afrique subsaharienne ne connaîtront pas un développement plus poussé durant cette période qui constituait pourtant l'occasion idéale d'établir des rapports politiques, économiques et commerciaux avec ces nouveaux États. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP pour réellement assister à l'ouverture de la Turquie à l'Afrique, à travers notamment l'implication des agences de développement.

2. L'ouverture à l'Afrique et le rôle des agences de développement turques

Comme nous l'avons précisé en introduction, l'ouverture à l'Afrique de la Turquie s'est faite avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP en novembre 2002, et de manière plus poussée en 2005; lorsque fût déclarée l'année de l'Afrique en Turquie²¹. Cependant, les efforts de la part des autorités turques peuvent être remarqués dès 1998, avec la publication d'un document officiel par

16 «La Turquie intéressée par la réhabilitation de la mosquée Ketchaoua d'Alger», *Alger info*, 10 Septembre 2013, <<http://www.alger-info.com/actualites/la-turquie-interessee-par-la-rehabilitation-de-la-mosquee-ketchaoua-dalger>>

17 *Idem*

18 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.95

19 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.95

20 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», *The Journal of Modern African Studies*, Vol.48, issue 04, Décembre 2010, pp.525-546, p.530

21 *Idem* à la.,p. 534

le ministère des Affaires étrangères turques, intitulé *Opening Up to Africa Policy*²². Ce document avait pour ambition de développer les liens politiques, économiques et culturels futurs avec les pays d'Afrique. Cette ligne de politique encourageait les autorités turques à améliorer la coopération avec des pays d'Afrique, notamment en matière diplomatique. Ainsi il fût décidé d'ouvrir trois nouvelles ambassades sur le continent; à Accra (Ghana), à Abidjan (Côte d'Ivoire), et à Harare (Zimbabwe)²³. Au niveau politique, il était prévu de développer les relations de la Turquie avec l'Afrique en augmentant notamment les visites officielles d'autorités turques en Afrique. Cependant, un contexte économique défavorable au début des années 2000 ainsi qu'une période de remaniements politiques va faire en sorte que ce document ne sera plus considéré comme une priorité de politique étrangère.

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les choses changent et l'année 2005 va marquer un tournant dans les relations entre la Turquie et l'Afrique. L'objectif de l'AKP sera d'apporter une nouvelle vision du continent africain, mais également de compenser les années de négligence qui ont précédé. Ainsi en 2008, se tient à Istanbul le premier sommet de coopération Turquie-Afrique auquel participent 49 pays africains²⁴. Le sommet s'intitulait « Solidarité et partenariat pour un futur commun »²⁵, ce qui démontre bien l'ambition des autorités turques, en particulier l'expression « futur commun ».

La même année, le ministre des Affaires étrangères turc de l'époque, Ali Babacan déclara que l'Afrique tenait une place d'importance dans le cadre de la nouvelle ligne de politique étrangère turque²⁶. Ainsi, il annonça l'ouverture de quinze nouvelles ambassades turques en Afrique²⁷. Aujourd'hui, la Turquie possède trente-cinq ambassades en Afrique dont trente qui se trouvent en Afrique subsaharienne²⁸ alors qu'elle n'en comptait que 12 en 2002. Il y a donc une représentation diplomatique très présente qui permet à la Turquie d'assurer des liens politiques, ce qui permettra ensuite d'établir des liens commerciaux. De même les visites officielles du gouvernement turc seront renforcées dans ces pays africains, avec des visites par exemple au Soudan en 2005, en Afrique du Sud en 2011 et au Sénégal en 2013²⁹. Les visites de chefs d'Etat africains en Turquie seront également privilégiées³⁰.

La politique adoptée par la Turquie envers l'Afrique nécessite une mise en œuvre sur le terrain, et cela va notamment se faire à travers l'aide au développement. Concrètement, la Turquie va mettre cette politique en place avec l'aide de son agence de coopération et de développement. Dans le cadre de ce travail, une attention particulière sera portée sur la TIKA (l'Agence turque de coopération et de développement³¹). Cette agence est intéressante à étudier car elle joue un rôle

22 *Idem* a la p.531

23 *Idem*

24 «Turkey-Africa Relations», Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, <<http://www.mfa.gov.tr/turkey-africa-relations.en.mfa>>

25 Traduction de «Solidarity and parternship for a comun future», <<http://africa.mfa.gov.tr/default.en.mfa>>

26 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.94

27 *Idem*

28 «Turkey-Africa Relations», Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, <<http://www.mfa.gov.tr/turkey-africa-relations.en.mfa>>

29 *Idem*

30 *Idem*

31 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.535

important des orientations politiques turques. En effet, les autorités turques ont considérablement augmenté l'aide publique envers les Etats africains, et notamment via la TIKA.

Établie en 1992, l'agence TIKA, née dans le contexte de l'implosion de l'URSS, avait initialement pour objectif d'aider les Etats d'Asie centrale, du Caucase et des Balkans dans leur transition démocratique³². Cependant, à partir de 2003, cette agence prend un aspect mondial et étend son champ géographique³³. En 2005, TIKA ouvre sa première agence de coordination en Afrique subsaharienne à Addis Abeba (Ethiopie), une seconde agence ouvrira à Khartoum (Soudan) en 2006, et une autre à Dakar (Sénégal) en 2007³⁴. L'agence TIKA opère dans trente-sept pays à travers le continent, à partir des trois agences mentionnées ci-dessus.

Les priorités de la TIKA en Afrique ont été définies par le président turc Abdullah Gül, en 2010 comme comprenant « la santé, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, l'infrastructure, et le renforcement des capacités dans ces secteurs »³⁵. Ainsi, la TIKA va mettre en place, en août 2008, un programme intitulé « African Agricultural Development Programme »³⁶, destiné à être appliqué dans le domaine agricole de treize pays différents d'Afrique subsaharienne. A travers cette agence d'aide au développement, la Turquie a versé des milliards de dollars en dons à ces pays africains. Par exemple en 2011, les autorités turques ont versé plus de 49 millions de dollars en aide au développement à la Somalie³⁷.

Il apparaît également intéressant d'étudier le rôle du bureau DIYANET, qui incarne la présidence des affaires religieuses en Turquie. Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'aspect religieux constitue une base importante du lien entre la Turquie et certains pays d'Afrique musulmans. Ce bureau qui trouve son origine dans la constitution turque, s'est également impliqué dans l'ouverture de la Turquie à l'Afrique. Ainsi, par exemple en novembre 2006, le bureau DIYANET a invité à Istanbul les leaders religieux musulmans africains afin d'entamer des discussions sur la coopération et le développement. Cette conférence s'intitulait « La conférence des leaders religieux des pays et sociétés musulmanes du continent africain »³⁸. Des représentants religieux provenant de vingt-un pays africains différents étaient présents.

L'émergence de cet aspect religieux comme facteur d'aide au développement fût critiquée par certains qui évoquaient le risque de voir l'aide au développement comme étant uniquement fondé sur un but religieux. De plus, le contexte des attentats du 11 septembre 2001, et le développement de groupes terroristes islamistes en Afrique, font que certains remettent en cause la nature de l'aide au développement turc.

32 *Idem*

33 «About TIKA», Prime Ministry of Turkey, TIKA, <<http://www.tika.gov.tr/en/about-us/1>>

34 «Les relations entre la Turquie et l'Afrique», Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie», 2011, en ligne: <<http://www.mfa.gov.tr/les-relations-entre-la-turquie-et-l-afrique.fr.mfa>>

35 «Remarks of the President of the Republic of Turkey», Permanent mission of Turkey to the United Nations, 22 Septembre 2008, p.2, <<http://www.un.org/ga/president/62/ThematicDebates/adn/turkey.pdf>>

36 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.536

37 Özerdem Alpaslan, «How Turkey is emerging as a development partner in Africa», *The Guardian Professional*, 10 Avril 2013, <<http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/apr/10/turkey-development-partner-africa>>

38 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.536

La Turquie a ainsi fait le choix ces dernières années de consacrer une importante partie de son aide au développement à l'Afrique subsaharienne notamment; en procédant à un changement de l'image de cette partie du monde dans la société turque. La Turquie voit désormais l'Afrique comme étant un potentiel partenaire économique, encourageant ses entreprises nationales à investir et à créer des relations économiques. Pourquoi cet intérêt? S'agit-il uniquement de motifs économiques, ou y a-t-il des raisons politiques et diplomatiques?

III. Les motifs et intérêts de l'aide turque

Il s'agira dans cette partie d'étudier les motifs qui peuvent expliquer l'intérêt de la Turquie en Afrique subsaharienne (1). Une attention particulière sera portée au cas de la Somalie et aux relations de ce pays avec la Turquie (2).

1. Les intérêts de la Turquie en Afrique

Les motifs expliquant l'investissement de la Turquie en Afrique subsaharienne notamment, peuvent être classés dans deux catégories distinctes : des intérêts politiques et des intérêts économiques. Ces intérêts sont liés et nous allons le démontrer dans cette partie.

Les intérêts politiques se manifestent de manière assez claire; en effet, la Turquie cherche à mettre en place des liens diplomatiques. Cela s'effectue à travers l'ouverture de nouvelles ambassades dans différents pays. Il a même été question par les autorités turques de mettre en place une procédure destinée à faciliter le régime de visa existant pour la Turquie à partir des pays africains³⁹.

De nombreux auteurs évoquent le « soft power » de la Turquie en Afrique subsaharienne depuis quelques années⁴⁰, qui se déploie à travers l'augmentation du montant de l'aide au développement. Il est incontestable que toute aide financière au développement suppose une certaine contrepartie. Ainsi, la Turquie exerce son « soft power » dans le but d'acquérir de nouveaux alliés. En 2008, la Turquie est candidate au poste de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies⁴¹. Les autorités turques ont su faire jouer leurs nouvelles relations avec l'Afrique en leur faveur, car la Turquie a été élue à ce poste avec 151 voix favorables⁴², dont de nombreuses voix favorables provenant des représentants de pays africains à l'assemblée générale des Nations Unies⁴³. La Turquie a également obtenu le statut d'état observateur au sein de l'Union Africaine en 2005⁴⁴, lui permettant d'assister à toutes les rencontres.

39 Özerdem Alpaslan, «How Turkey is emerging as a development partner in Africa», op.cit.,

40 Mehmet Özkan, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.98

41 *Idem*, à la p.100

42 «Assemblée générale des Nations Unies, 63e session, 28e séance plénière», <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2008/AG10768.doc.htm>>

43 Mehmet Özkan, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.100

44 «Turkey and the African Union», Republic of Turkey Ministry of Foreign Affairs, <http://www.mfa.gov.tr/the-united-nations-organization-and-turkey_en.mfa>

On peut ainsi affirmer que la Turquie cherche à étendre son influence géopolitique. Pourquoi cette volonté? Cette recherche de nouveaux alliés peut s'expliquer par la candidature de la Turquie à l'UE, qui pose débats. En effet, la Turquie est candidate à l'entrée de l'Union Européenne depuis 1987 (alors nommée la « communauté européenne »), elle a officiellement été reconnue candidate à l'entrée de l'UE en 1999 et les procédures de négociations ont été entamées en 2005⁴⁵. En 2014, les négociations sont toujours en cours; en effet, la majorité des pays membres de l'UE, et la France notamment sont très réticents à l'entrée de la Turquie dans l'UE⁴⁶. Cette réticence a été accentuée avec l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP, parti le plus conservateur de la classe politique turque, considéré comme un parti islamo-conservateur. Il y a là certainement une crainte de voir évoluer des liens entre l'AKP et certains mouvements islamistes⁴⁷. De nombreuses réformes ont pourtant été entreprises par le gouvernement Erdogan afin d'entrer dans le cadre des critères d'adhésion à l'UE⁴⁸. Ce rejet et cette méfiance à l'égard de la Turquie peut être un facteur expliquant les raisons pour lesquelles la Turquie est à la recherche de nouveaux alliés.

La Turquie va ainsi étendre ses relations diplomatiques avec ces pays d'Afrique subsaharienne, mais également ses relations économiques. En effet, les autorités turques soulignent régulièrement l'importance d'augmenter les échanges économiques avec l'Afrique, et de satisfaire ces nouveaux partenaires économiques⁴⁹. En 2008, lors du premier sommet de coopération Turquie-Afrique, deux documents furent adoptés. Le premier, intitulé *Turkey-Africa partnership framework document*, présente le cadre d'actions de cette coopération⁵⁰. Les échanges et investissements entre les partenaires sont vivement encouragés. Ainsi, les États présents à ce sommet, s'engagent à créer un environnement économique favorable au partenariat Afrique-Turquie, et à promouvoir la coopération entre les différentes institutions en Afrique et en Turquie⁵¹. À cette fin, la Turquie a été admise comme membre non-régional de la Banque africaine de développement⁵². Ce qui est intéressant est le fait que les acteurs reconnaissent la nécessité de diversifier les exportations des pays africains, une priorité est d'ailleurs faite de cet objectif de diversification⁵³. Également dans ce document, les investissements d'entrepreneurs turcs en Afrique sont salués et encouragés. Les autorités turques insistent particulièrement sur ce point. Ainsi, les entreprises turques sont encouragées à saisir les opportunités d'investissement en Afrique. En 2008, l'investissement privé turc dans les pays africains excédait les 500 millions de

45 «Le long chemin de l'adhésion turque à l'Union Européenne», *Le Monde International*, 29 Janvier 2014, <http://www.lemonde.fr/international/article/2014/01/29/le-long-chemin-de-l-adhesion-turque-a-l-union-europeenne_4355569_3210.html>

46 «Sondage, 53% des Français pas favorables à l'entrée de la Turquie dans l'UE», *Le Point*, 25 Février 2011, <http://www.lepoint.fr/societe/sondage-53-des-francais-pas-favorables-a-l-entree-de-la-turquie-dans-l-ue-25-02-2011-1299543_23.php>

47 Özkan Mehmet et Algiün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.527

48 *Idem*

49 *Idem*, à la p. 98

50 «Framework of Cooperation for Africa-Turkey Partnership», <<http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/2008/august/Turkey/THE%20ISTANBUL%20Framework%20of%20Cooperation.pdf>>

51 *Idem*

52 *Idem*

53 *Idem*

dollars américains, et il y a actuellement 355 entreprises turques présentes sur le continent africain⁵⁴. Ce sommet a également eu pour résultat que l'union turque des chambres de commerce et des bourses de marchandises ainsi que l'Union des chambres de commerce africaines se sont entendues pour mettre en place une chambre de commerce Turquie-Afrique commune afin de faciliter les futurs échanges commerciaux⁵⁵. Autre preuve de l'intérêt commercial de la Turquie en Afrique est le fait que la compagnie aérienne nationale, Turkish Airlines relie actuellement la Turquie à treize points géographiques en Afrique, et prévoit également de multiplier ses destinations directes⁵⁶.

Certains auteurs expliquent l'intérêt économique de la Turquie pour l'Afrique, comme étant le résultat de la crise économique mondiale de 2007 et des conséquences que celle-ci a eue⁵⁷. En effet, dépendre des économies des pays riches tels que les Etats-Unis, a pour effet qu'une crise économique dans ces pays aura des retombées très importantes sur l'économie turque. —d'où la recherche par la Turquie de nouveaux marchés où investir afin de ne pas dépendre entièrement de l'économie des pays riches.

2. Le cas particulier de la Somalie

Comme nous l'avons démontré dans la partie précédente, la politique étrangère de la Turquie était principalement orientée vers ses pays voisins qui l'entourent. Avec le bouleversement de cette orientation au début du XXI^e siècle, la Turquie va s'intéresser aux pays africains et lier des liens forts avec certains d'entre eux. C'est notamment le cas de la Somalie⁵⁸, un des pays les plus pauvres au monde. La Somalie est située à l'extrême Est de l'Afrique, sur la corne orientale, sa capitale est Mogadiscio. Elle constitue un emplacement idéal dans la mesure où elle offre l'accès à l'océan indien, à la mer rouge et au golfe d'Aden. Ce pays a été déchiré par une guerre civile à la fin du XX^e siècle qui va durer presque deux décennies, et par des périodes d'instabilité politique conduisant à de multiples coups d'état⁵⁹. La menace islamiste (islamistes shebab)⁶⁰ est très présente dans cette zone de l'Afrique et les prises d'otages d'occidentaux ont tendance à se multiplier⁶¹.

De plus, conséquence des guerres civiles et de l'absence d'un État fort, mais également d'un climat aride, la Somalie connaît fréquemment des périodes de grandes famines. Ainsi entre 2010 et 2012, 258 000 personnes ont trouvé la mort en raison de la crise alimentaire. La crise de

54 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.534

55 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.100

56 *Idem*

57 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p.105

58 Aynte Abdihakim, «Turkey's role in Somalia: a new ally?», CESRAN International, 10 Avril 2012, <http://cesran.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1418%3Aturkeys-role-in-somalia-a-new-ally&catid=216%3Aanalyses-on-turkey-and-neighbourhood&Itemid=336&lang=en>

59 «Somalie», Perspective Monde, <<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/SOM/fr.html>>

60 «Somalie: les islamistes shebab restent une menace à long terme», *Mali Actu*, 9 Octobre 2013, <<http://maliactu.net/somalie-les-islamistes-shebab-restent-une-menace-a-long-terme/>>

61 «Somalie: Holland assume l'opération ratée malgré 'l'assassinat' de l'otage français», *Le Monde*, 16 Janvier 2013, <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/16/somalie-les-chabab-disent-avoir-decide-de-tuer-leur-otage-francais_1817525_3212.html>

famine la plus récente date de 2011⁶². Il s'agit donc d'une région qui présente une grande instabilité et une insécurité très forte.

Les critiques à l'égard de la communauté internationale, à propos de sa gestion de la crise alimentaire somalienne, ont été très vives, y compris de la part des autorités turques. Le premier ministre Erdogan a d'ailleurs critiqué la structure mise en place par l'ONU en Somalie comme étant inefficace⁶³. En 2010, les autorités turques organisent une conférence internationale à Istanbul portant sur la question de la Somalie⁶⁴. Cette conférence était principalement orientée sur les questions politiques et le gouvernement de transition en Somalie⁶⁵. Une deuxième conférence s'est tenue en 2012, à Istanbul et celle-ci s'oriente vers les questions de développement économique et de prospérité future pour la Somalie⁶⁶. Pourquoi la Turquie organise-t-elle ce type de conférence? Il s'agit certainement de démontrer l'intérêt de la Turquie envers ces pays, et se positionner en tant qu'allié des pays en crise tels que la Somalie.

Les liens entre la Turquie et la Somalie sont très forts et reposent sur des liens historiques et des valeurs musulmanes similaires. Ces liens historiques remontent à l'empire Ottoman du temps du règne du Sultan Selim en 1517⁶⁷. De plus, l'influence de la Turquie en Somalie a pu être renforcée par l'absence de réel contrepoids dans la région.

Le 19 août 2011, le premier ministre turc, Recep Erdogan effectue une visite d'état à Mogadishu, ville pourtant classée comme étant l'une des plus dangereuses du monde, l'ONU la considère d'ailleurs comme étant une zone d'exclusion⁶⁸. Recep Erdogan est le premier dirigeant non-africain à effectuer une visite en Somalie, depuis les deux dernières décennies⁶⁹, cette visite a eu pour effet de mettre la Somalie au centre de l'attention de la communauté internationale.

Lors de sa visite officielle, dans un but certain d'établir une proximité avec la population, le premier ministre Erdogan va parcourir les rues de Mogadishu, visiter les centres de réfugiés, prendre des photos avec les enfants somaliens⁷⁰. De plus, la visite du premier ministre est tombée en plein mois sacré du Ramadan et il s'agissait de l'occasion de nouer des liens basés sur ces éléments de religion. Il y avait donc un réel objectif d'établir une proximité avec la population

62 «Proclamation de l'état de famine en Somalie par les Nations Unies», Perspective Monde, Université de Sherbrooke, 20 Juillet 2011, <<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1125>>

63 «Erdogan addresses UN General Assembly», AK Parti, 23 Septembre 2011, en ligne: <<http://www.akparti.org.tr/english/haberler/erdogan-addresses-un-general-assembly/13286#1>>

64 «Istanbul Declaration», *Consilium Europa*, 22 mai 2010, <http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/missionPress/files/100522%20Istanbul%20Declaration01.pdf>

65 *Idem*

66 «About the Istanbul II Conference on Somalia», <<http://somalikonferansi.mfa.gov.tr/default.en.mfa>>

67 *Idem*

68 Aynte Abdihakim, «Turkey's role in Somalia: a new ally?», <http://cesran.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1418%3Aturkeys-role-in-somalia-a-new-ally&catid=216%3Aanalyses-on-turkey-and-neighbourhood&Itemid=336&lang=en>

69 Özerdem Alpaslan, «How Turkey is emerging as a development partner in Africa», op.cit.

70 *Idem*,

locale et cet objectif peut être considéré comme étant réussi car les journaux somaliens qualifieront la Turquie comme étant le « seul véritable ami musulman de la Somalie »⁷¹.

À la suite de cette visite officielle, la Turquie promet de verser 250 millions de dollars américains en aide humanitaire à la Somalie (dans le contexte de la famine de 2011)⁷². A travers cette démarche, la Turquie a été le premier pays à répondre de manière unilatérale à la famine et sécheresse en cours dans le pays⁷³. Cette aide au développement prend la forme d'un soutien bilatéral en matière de santé, d'éducation, du système sanitaire, d'infrastructures telles que les autoroutes, mais également la mise en place d'une armée nationale somalienne⁷⁴. Il s'agit d'une nouvelle perspective voulue par la Turquie dans la mise en œuvre de son aide au développement. Le député au premier ministre déclarera d'ailleurs lors de la visite officielle à Mogadishu : « Le but de cette aide est de rendre la Somalie autosuffisante, et ceci ne peut pas être atteint en envoyant que des vivres et des médicaments »⁷⁵.

Cette aide au développement revêt également un aspect culturel, dans la mesure où des partenariats entre établissements scolaires turcs et somaliens ont été mis en place afin de favoriser les échanges scolaires entre élèves. Il y a également des écoles proposant un enseignement de la langue turque qui ont ouverts leurs portes en Somalie, de même en 2008, un institut d'études africaines ouvre ses portes à Ankara⁷⁶; tout ceci dans le but d'ouvrir une perspective culturelle de la Turquie dans cette partie de l'Afrique⁷⁷. Un autre but qui peut être identifié est l'investissement dans la jeunesse somalienne, il s'agit de nouer des liens forts dès le plus jeune âge. Par exemple, en 2012, plus de 1200 élèves somaliens ont reçu des bourses d'étude pour étudier en Turquie⁷⁸.

Comme il l'a été démontré dans la sous-partie précédente, il y a des intérêts politiques qui expliquent l'implication de la Turquie en Somalie. Il s'agit de se garantir des alliés qui pourront constituer une voix acquise si besoin. Il y a également des intérêts économiques, en effet, la Turquie semble s'intéresser au potentiel économique de la Somalie; ainsi, lors de la visite officielle du premier ministre turc, la délégation turque était composée de plusieurs grands chefs d'entreprises turcs⁷⁹.

71 Aynte Abdihakim, «Turkey's role in Somalia: a new ally?», op.cit., <http://cesran.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1418%3Aturkeys-role-in-somalia-a-new-ally&catid=216%3Aanalyses-on-turkey-and-neighbourhood&Itemid=336&lang=en >

72 *Idem*

73 *Idem*

74 *Idem*

75 *Idem*

76 Özkan Mehmet et Algün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p.542

77 Aynte Abdihakim, «Turkey's role in Somalia: a new ally?», op.cit., <http://cesran.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1418%3Aturkeys-role-in-somalia-a-new-ally&catid=216%3Aanalyses-on-turkey-and-neighbourhood&Itemid=336&lang=en >

78 Özerdem Alpaslan, «How Turkey is emerging as a development partner in Africa», op.cit.

79 Özerdem Alpaslan, «How Turkey is emerging as a development partner in Africa», op.cit.

IV. CONCLUSION

Dans son ouverture au continent africain et en particulier à l'Afrique subsaharienne, la Turquie a su mettre en place une nouvelle perspective de l'aide au développement. En effet, elle a su concilier l'aspect diplomatique, économique, commercial, culturel et éducationnel. Elle se présente ainsi en partenaire qui est égal à ces pays. Dans un premier temps, l'aide turque en Afrique était perçue de manière sceptique par la population locale, avec cette question « pourquoi nous? »⁸⁰. Cependant, le fait que la Turquie n'ait pas de passé colonial dans le continent africain, fait que cette aide va être perçue de manière différente. Par exemple, l'aide au développement française est souvent rattachée à la notion coloniale de « Françafrique »⁸¹, et elle est considérée comme étant un moyen de garder la mainmise sur les anciennes colonies. Ce n'est pas le cas de la Turquie qui jouit d'une image plutôt positive sur le continent africain. Il a d'ailleurs été décidé, dans un but de coopération à long terme, d'organiser des sommets Turquie-Afrique tous les cinq ans⁸².

On peut donc imaginer que l'influence de la Turquie en Afrique va continuer de s'amplifier. Cependant, les mouvements de contestation du gouvernement AKP en place, du fait d'une dérive autoritaire principalement constitués de jeunes ainsi que la forte répression policière qui a suivi, en 2013, pourraient ternir l'image positive de la Turquie en Afrique.

80 Özkan Mehmet, «Turkey's rising role in Africa», op.cit.,p. 130

81 Hofnung Thomas, «La Françafrique s'invite à l'aide au développement», *Libération Economie*, 5 Juin 2010, en ligne: <http://www.liberation.fr/economie/2010/06/05/la-francafrique-s-invite-a-l-aide-au-developpement_656848>

82 Özkan Mehmet et Akgün Birol, «Turkey's opening to Africa», op.cit.,p. 538

BIBLIOGRAPHIE

Articles de périodiques scientifiques

Özkan Mehmet. 2010. « Turkey's rising role in Africa », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n° 4, pp. 90-103.

Özkan Mehmet et Algün Birol. 2010. « Turkey's opening to Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 48, n° 4, pp. 525-546.

Publications officielles

Bureau du Premier Ministre turc. 2011. « About TIKA ». En ligne : <http://www.tika.gov.tr/en/about-us/1>.

Conseil de l'Europe. « Turquie ». En ligne : <http://www.coe.int/web/portal/turkey>.

Ministère des affaires étrangères de Turquie. 2011. « Turkey-Africa Relations ». En ligne : <http://www.mfa.gov.tr/turkey-africa-relations.en.mfa>.

Ministère des affaires étrangères de Turquie. 2011. « Turkey and the African Union ». En ligne : http://www.mfa.gov.tr/the-united-nations-organization-and-turkey_en.mfa.

Nations Unies. 2008. « Remarks of the President of the Republic of Turkey ». En ligne : <http://www.un.org/ga/president/62/ThematicDebates/adn/turkey.pdf>.

Nations Unies. 2009. « Assemblée générale des Nations Unies, 63e session, 28e séance plénière ». En ligne : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2008/AG10768.doc.htm>.

OCDE. 2013. « Profils statistiques par pays : Turquie ». En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/economics/profil-statistique-par-pays-turquie_2075227x-table-tur.

OCDE. « Membres et partenaires ». En ligne : <http://www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires/>.

OTAN. 2013. « Pays membres de l'OTAN ». En ligne : http://www.nato.int/cps/fr/natolive/nato_countries.htm.

Sommet de coopération Turquie-Afrique. 2008. « Framework of Cooperation for Africa-Turkey Partnership ». En ligne : <http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/2008/august/Turkey/THE%20ISTANBUL%20Framework%20of%20Cooperation.pdf>.

Articles en ligne

- Aynte Abdihakim. 2012. « Turkey's role in Somalia: a new ally? », *CESRAN International*, 10 avril. En ligne : http://cesran.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1418%3Aturkeys-role-in-somalia-a-new-ally&catid=216%3Aanalyses-on-turkey-and-neighbourhood&Itemid=336&lang=en.
- AFP. 2011. « Sondage, 53 % des Français pas favorables à l'entrée de la Turquie dans l'UE », *Le Point*, 25 février. En ligne : http://www.lepoint.fr/societe/sondage-53-des-francais-pas-favorables-a-l-entree-de-la-turquie-dans-l-ue-25-02-2011-1299543_23.php.
- AFP. 2013. « Somalie : Hollande assume l'opération ratée malgré l'assassinat' de l'otage français », *Le Monde*, 16 janvier. En ligne : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/16/somalie-les-chabab-disent-avoir-decide-de-tuer-leur-otage-francais_1817525_3212.html.
- H.Y. 2013. « La Turquie intéressée par la réhabilitation de la mosquée Ketchaoua d'Alger », *Alger info*, 10 septembre. En ligne : <http://www.alger-info.com/actualites/la-turquie-interessee-par-la-rehabilitation-de-la-mosquee-ketchaoua-dalger>.
- Hoffnung, T. 2010. « La Françafrique s'invite à l'aide au développement », *Libération Economie*, 5 juin. En ligne : http://www.liberation.fr/economie/2010/06/05/la-francafrique-s-invite-a-l-aide-au-developpement_656848.
- Mali Actu. 2013. « Somalie: les islamistes shebab restent une menace à long terme », *Mali Actu*, 9 octobre. En ligne : <http://maliactu.net/somalie-les-islamistes-shebab-restent-une-menace-a-long-terme/>.
- Özerdem, A. 2013. « How Turkey is emerging as a development partner in Africa », *The Guardian Professional*, 10 avril. En ligne : <http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/apr/10/turkey-development-partner-africa>.
- Sallon, H. 2014. « Le long chemin de l'adhésion turque à l'Union Européenne », *Le Monde International*, 29 janvier. En ligne : http://www.lemonde.fr/international/article/2014/01/29/le-long-chemin-de-l-adhesion-turque-a-l-union-europeenne_4355569_3210.html.

Sites internet

- AK Parti. 2011. « Erdogan addresses UN General Assembly », 23 septembre. En ligne : <http://www.akparti.org.tr/english/haberler/erdogan-addresses-un-general-assembly/13286#1>.
- La documentation Française. 2005. « L'économie turque : forces et faiblesses ». En ligne : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-turquie/economie-turque.shtml>.

Consilium Europa. 2010. « Istanbul Declaration ». En ligne :
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/missionPress/files/100522%20Istanbul%20Declaration01.pdf.

Istanbul Conference on Somalia. 2012. « About the Istanbul II Conference on Somalia ». En ligne : <http://somalikonferansi.mfa.gov.tr/default.en.mfa>.

Sommet de coopération Turquie-Afrique. 2008. Traduction de « Solidarity and parternship for a commun future . En ligne : <http://africa.mfa.gov.tr/default.en.mfa>.

Université de Sherbrooke. « Somalie », *Perspective Monde*. En ligne :
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/SOM/fr.html>.

Université de Sherbrooke. 2011. « Proclamation de l'état de famine en Somalie par les Nations Unies ». *Perspective Monde*. En ligne :
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1125>.

France Diplomatie. 2014. « Présentation de la Turquie ». En ligne :
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/turquie/presentation-de-la-turquie/>.

CIRDIS

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société**

UQÀM

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international et société**

Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca